l'Humanité

Cour des comptes : l'addition salée des années Macron

Un rapport alerte sur la *« situation inquiétante »* des finances publiques et sur les *« objectifs peu réalistes »* de la trajectoire fixée par le gouvernement sortant. P. 12


NICOLAS TUCAT / AFP

Arles, les pulsations du monde au cœur des images

La 55e édition des Rencontres internationales de la photographie est un grand cru, tant par la qualité des travaux que par l'esprit de résistance des auteurs. P. 18

MARDI 16 JUILLET 2024. | N° 23985. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité



MÉDIAS

MA TNT VA CRAQUER

L'Arcom poursuit ses auditions pour la remise en jeu de 15 fréquences de la télévision numérique terrestre. Des voix s'élèvent pour exiger le non-renouvellement de celles de CNews et C8, les chaînes placées par le milliardaire Vincent Bolloré au service de l'extrême droite. P. 2

ÉRIC TSCHAEN/REA

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD


M 00110 - 716 - F: 2,70 €



BRUNO ARBESU

Un impératif catégorique

La crise politique que nous traversons touche à la démocratie elle-même. C'est d'abord le résultat de sept années de pouvoir d'un président qui s'était défini lui-même comme jupitérien et qui, des gilets jaunes aux manifestations contre la réforme des retraites, entre autres, a alimenté les colères et les frustrations, faisant en même temps du Rassemblement national son *« meilleur ennemi »* en l'amenant à plus de 30 % des voix aux élections européennes. La dissolution n'était pas un coup de poker, mais le choix d'une recomposition fondée sur une cohabitation avec ce dernier. Avec le Nouveau Front populaire (NFP) placé en tête, les électrices et électeurs ont dit non.

Le déni d'Emmanuel Macron face à ce résultat, sa volonté de gagner du temps en faisant presque comme si de rien n'était sont une atteinte à la démocratie et aux institutions. L'élection probable du toujours premier ministre Gabriel Attal à la tête du groupe Renaissance de l'Assemblée nationale tient d'une confusion inédite entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, quand bien même il pourrait démissionner dans la foulée. Mais alors qui et pour faire quoi ? La logique et la clarté auraient été d'annoncer, au lendemain du second tour, que serait nommé une ou un premier ministre issu des rangs de la coalition arrivée en tête, le NFP. En entretenant le flou, Emmanuel Macron a choisi là aussi la confusion.

> Ce qui se passe à gauche n'est pas à la hauteur du vote du 7 juillet et de son résultat.

Mais à ce point il faut le dire avec gravité. Ce qui se passe à gauche n'est pas à la hauteur du vote du 7 juillet et de son résultat. Le PS n'a pas voulu d'Huguette Bello. Elle en a pris acte. Et quoi maintenant ? Le temps mis à parvenir à un accord est autant de temps gagné pour Emmanuel Macron et sans doute aussi pour le Rassemblement national. Les forces qui composent le NFP ont un impératif catégorique. Ne pas décevoir les espoirs du 7 juillet, ne pas reconduire les manœuvres d'appareil qui nourrissent le rejet des politiques, le « tous les mêmes ». C'est une responsabilité historique. Beaucoup de temps a été perdu. Espérons que ce n'est pas déjà trop de temps.

Canal Plus refuse qu'on touche à ses postes

MÉDIAS Auditionnés par l'Arcom dans le cadre de la remise en jeu de quinze fréquences de la TNT, les dirigeants du groupe de télévision ont tenté de défendre l'indéfendable. Sanctionnées à de nombreuses reprises, les chaînes C8 et CNews symbolisent le combat d'extrême droite mené par Vincent Bolloré.

Le stress, c'est pour les autres. Des années que Maxime Saada, le président du groupe Canal Plus, arpente régulièrement avec son équipe les couloirs de la tour Mirabeau, dans le 15e arrondissement de Paris. L'immeuble accueille l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel français. Soit l'instance qui n'a cessé de sanctionner, à coups d'amendes et de mises en demeure, les chaînes du groupe, C8 (10 fois depuis 2017) et CNews (16 fois depuis 2019) en tête. Ce n'est pourtant pas pour faire face à un nouveau rappel à l'ordre que le représentant du milliardaire Vincent Bolloré se présente, en cette matinée du mardi 9 juillet. L'enjeu est tout autre : l'Arcom auditionne les candidats à l'une des 15 fréquences de la TNT remises en jeu pour 2025.

Arrivé avec une vingtaine de minutes d'avance (l'audition de C8 débute à 10 h 45), Maxime Saada patiente sagement dans la salle d'accueil. Assis sur un banc avec son assistante, le patron de la chaîne cryptée et de ses succursales en profite pour régler les derniers détails de son discours. Le ton change au bout de quelques minutes. Dix-sept étages plus haut, Rodolphe Belmer, le directeur général du groupe TF1, est en train de défendre le cas de la chaîne TMC. Pour conserver la fréquence, le dirigeant n'hésite pas à vendre son groupe comme étant le premier de la TNT. *« Ah ouais ? Ah bon ? »* s'étrangle Maxime Saada. Pas le temps de rester sur ce détail : sa garde rapprochée – du directeur de C8, Franck Appietto, à la secrétaire générale de Canal Plus, Laetitia Ménasé – vient d'arriver. Le groupe transpire la confiance. *« Les multirécidivistes ! »* lance même, amusé, un représentant de Canal Plus à ses collègues de C8.

> Une centaine d'organisations appellent à « désarmer l'empire Bolloré ».

Comment le groupe, avec ses 26 millions d'abonnés dans plus de 50 pays, dont 18 millions rien qu'en France, pourrait-il être en danger ? La ligne de défense de ses représentants est claire : insister sur le besoin de maintenir un prétendu *« équilibre actuel »*. Faute de quoi, le paysage audiovisuel français perdrait la bataille face aux géants du streaming (Netflix, Amazon, Disney). *« C8 est la première chaîne de la TNT et CNews, la première chaîne d'information »*, n'a ainsi cessé de répéter Maxime Saada lors des auditions, comme piqué au vif par les propos de Rodolphe Belmer. *« Ils utilisent une politique du coup de force »*, rétorque Thibaut Bruttin, nouveau directeur de Reporters sans frontières et ancien assistant de Christophe Deloire, décédé le 8 juin, qui s'est régulièrement positionné contre les pratiques du groupe Bolloré. *« C'est assez choquant de voir qu'ils sont dans un bras de fer avec les régulateurs »*, ajoute t-il.

NON-RESPECT DES CONVENTIONS

Ces dernières semaines, les initiatives pour inciter l'Arcom à ne pas renouveler les fréquences de C8 et de CNews se sont multipliées. Une pétition lancée par l'ONG Le Mouvement a rassemblé près de 240 000 signatures. Tandis qu'une centaine d'organisations syndicales et militantes ont appelé, dans une tribune publiée lundi 15 juillet par Mediapart, à *« désarmer l'empire Bolloré »*. *« Le problème, c'est qu'un canal public soit réservé à une chaîne d'extrême*



Serge Nedjar, directeur général de CNews, Gérald-Brice Viret, directeur général des antennes du groupe Canal plus et Maxime Saada, président du Groupe Canal plus, lors de l'audition devant l'Arcom, lundi 15 juillet. ÉRIC TSCHAEN/REA

droite, qui appelle à la guerre civile du matin au soir », déplore François Bonnet, président du Fonds pour une presse libre et initiateur des états généraux de la presse indépendante.

S'ils ont été plus offensifs qu'à leur habitude, les conseillers de l'Arcom se sont concentrés sur le respect ou non des conventions signées par les chaînes pour accéder à une fréquence. Document que le groupe Canal Plus a ignoré à de nombreuses reprises. Pour C8, la liste des accrocs comprend le « *non-respect de la vie privée, de l'honneur, de la dignité de la personne humaine, de la protection des mineurs, du droit à l'image* », énumère le conseiller de l'Arcom Hervé Godechot. Pour CNews, ce sont « *des encouragements aux comportements discriminatoires, l'incitation à des comportements dangereux, un manque d'expression des différents points de vue et d'honnêteté* ». En face, on admettait à demi-mot des « *erreurs* », des « *problèmes* », voire de simples « *inconvénients* ».

À LA RENTRÉE, *TPMP* EN DIFFÉRÉ

Après tout, à quoi bon s'inquiéter ? « *On imagine bien sûr l'ombre de qui vous savez sur ces questions* », ricane Serge Nedjar, directeur général de CNews et homme à tout faire de « l'ombre » en question depuis qu'il s'est chargé de mettre au pas la rédaction d'iTélé, en 2016. Pour le groupe Canal Plus, Vincent Bolloré n'est pas un sujet. Lorsque, ce lundi 15 juillet, le membre de l'Arcom Hervé Godechot questionne la direction du groupe sur son intention ou non de « *rééquilibrer la partie informationnelle* » de CNews, Maxime Saada balaie l'hypothèse : « *On va peut-être y réfléchir quelques jours.* » Selon Serge Nedjar, les dérapages sont inhérents au débat. Il n'est pas concevable d'en vouloir aux Pascal Praud, Christine Kelly ou Jean-Marc Morandini. « *L'échange est quelquefois un petit peu bruyant, le présentateur n'entend pas tout ce qu'il se passe sur le plateau* », relativise-t-il. C'est pourquoi la direction de CNews préfère « *muscler le service juridique* ».

L'audition de C8, mardi 9 juillet, fut pourtant le théâtre d'échanges tendus, avec un nom qui revenait sans cesse : celui de Cyril Hanouna. Le présentateur vedette, en vacances, a accaparé toute l'attention. Pour *Touche pas à mon poste ! (TPMP)*, le conseil de l'Arcom attendait des mesures concrètes. À la surprise générale, Maxime Saada et son équipe ont annoncé que *TPMP* passera en différé à la rentrée. Fini le direct : le talk-show sera diffusé avec un décalage compris entre 15 et 45 minutes. De quoi permettre aux équipes de production de couper une séquence répréhensible, comme l'altercation du présentateur avec le député LFI Louis Boyard (février 2023), la théorie du complot partagée par l'ex-dealer Gérard Fauré (mars 2023), ou l'appel de Cyril Hanouna au président du Rassemblement national, Jordan Bardella, pour le convaincre de s'unir à Reconquête !, le parti d'Éric Zemmour (juin 2024).

« *Pourquoi, d'un coup, vous proposez un dispositif ?* » a alors fulminé Roch-Olivier Maistre, le président de l'Arcom. De fait, cette carte maîtresse ne figurait pas dans le dossier de candidature. « *C'est dans cette salle qu'ont lieu les audiences des procédures de sanction,* a-t-il rappelé. *À chaque fois, vous nous avez expliqué que ça ne se reproduirait pas et que vous alliez prendre des dispositions…* » C'est maintenant au tour de l'Arcom d'agir. Les attributions des 15 fréquences de la TNT sont attendues fin juillet.

TOM DEMARS-GRANJA

JUSTICE PLAINTE CONTRE *LE JDD* APRÈS LA DIFFUSION D'UN FAUX SCOOP

Le JDD, racheté par Vincent Bolloré, a franchi un pas supplémentaire dans la désinformation en diffusant un faux scoop en pleine campagne électorale. Le 5 juillet, soit deux jours avant le second tour des élections législatives anticipées, l'hebdomadaire a lancé ce qui ressemble beaucoup à une opération médiatique visant potentiellement à influencer le scrutin en faveur du RN. « *(Info JDD) Législatives : le gouvernement s'apprête à suspendre la loi immigration* », a ainsi annoncé le site du journal, avant d'être relayé sur ses réseaux sociaux et par les autres médias appartenant au milliardaire d'extrême droite. Or cette information était tout simplement fausse. Le journal a pourtant, dans un premier temps, refusé de supprimer son post et d'apporter un démenti, malgré des courriers de mise en demeure envoyés à sa direction. C'est seulement le lendemain, le 6 juillet, à 18 heures, que le média a finalement supprimé son tweet mensonger.
« *Une telle manipulation de l'opinion publique est particulièrement grave et dangereuse* », a dénoncé le parti Renaissance dans une plainte déposée auprès du parquet de Paris. Cette manœuvre « *constitue une intention manifeste de semer un trouble de nature à tromper l'opinion publique et influencer la sincérité du scrutin à la veille de la tenue du second tour des élections législatives !* » fustige encore le camp présidentiel.

l'Humanité
MARDI 16 JUILLET 2024.



« La chaîne est fréquemment l'objet d'interventions, voire de sanctions de l'Arcom, faute de contradiction ou de points de vue alternatifs opposés en nombre suffisant », expose le chercheur en science politique. JULIEN DE ROSA / AFP

« Le lourd bilan de CNews pourrait agir en sa défaveur »

Pour **Pierre Lefébure,** spécialiste des médias, plusieurs arguments plaident pour le non-renouvellement du canal de diffusion publique attribué à Cnews, à moins d'une transformation de son modèle.

ENTRETIEN

Sur quels critères l'Arcom pourrait-elle retirer l'agrément TNT à CNews ?
La question du pluralisme du point de vue du temps de parole des personnalités politiques ne peut à lui seul suffire, puisqu'il est globalement respecté. Pour que le critère idéologique puisse être pris en compte, il faudrait surtout se référer à la récurrence du manque d'honnêteté de l'information. La chaîne est fréquemment l'objet d'interventions, voire de sanctions de l'Arcom, faute de contradiction ou de points de vue alternatifs opposés en nombre suffisant. Cela ne suffirait peut-être pas, mais c'est un argument de poids, et inédit parce qu'il ne s'est jamais présenté. L'Arcom pourrait surtout fonder un bilan critique sur l'absence totale de réaction de la chaîne à la suite des nombreuses amendes et des manquements pointés par le régulateur.

Quelles sont les chances de cette chaîne face aux nouveaux concurrents comme *l'Express* ou *Sud-Ouest*, qui postulent aussi pour un canal TNT ?
D'un côté, les projets des nouveaux postulants sont, pour certains d'entre eux, particulièrement solides et intéressants en termes de diversité des programmes. De l'autre, le lourd bilan des rappels à l'ordre de l'Arcom contre CNews pourrait agir en défaveur de la chaîne. Il y a là deux arguments qui permettent objectivement une petite rotation de l'attribution des canaux. En revanche, sur les aspects financiers, CNews s'en sort beaucoup mieux qu'il y a deux ans et commence à être très largement bénéficiaire. Or la question financière est d'une grande importance pour le régulateur.

L'Arcom est-elle sensible à l'entreprise politique et idéologique de Vincent Bolloré ?
Très clairement, tout le monde a cela à l'esprit. Un ou deux conseillers de l'Arcom ont d'ailleurs évoqué « le contexte général » durant l'audition. Néanmoins, si l'on s'en tient à une appréciation technique et procédurale, l'Arcom n'a pas à considérer le projet éditorial de tout un groupe de médias : elle se prononce éditeur par éditeur. C8, d'un côté ; CNews, de l'autre. Elle doit formellement le faire à l'aune du projet de chaîne et seulement de chaîne.

Comment va peser la décision du Conseil d'État du 13 février, qui a ordonné à l'Arcom de prendre en compte non seulement la couleur politique des chroniqueurs et des invités, mais aussi la diversité de leurs courants de pensée ?
C'est un élément qui a été discuté à plusieurs reprises pendant cette audition : l'appréciation des gens qui s'expriment, aussi bien les chroniqueurs que les invités et experts. Ce sont des invités toutologues qui deviennent quasiment intégrés dans le dispositif éditorial continu de la chaîne, tout en portant la ligne éditoriale d'une presse conservatrice, comme Eugénie Bastié pour *le Figaro*, ou Élisabeth Lévy de *Causeur*. Mais pendant l'audition, l'Arcom a davantage repris la décision du Conseil d'État pour pointer le manque de « hard news » et de reportages par rapport à l'information de commentaire. Nous ne savons pas encore comment le régulateur va opérationnaliser cette décision du Conseil d'État. Mais imaginons que CNews soit reconduite : si les critères d'appréciation du pluralisme tels qu'ils sont désormais renforcés n'étaient pas respectés, cela engagerait sans doute beaucoup plus de sanctions. Et très clairement, le modèle éditorial tel qu'il a fonctionné ces dernières années ne pourrait plus persister.


J.B. RUSSELL

PIERRE LEFÉBURE
Maître de conférences en science politique à l'université Sorbonne-Paris Nord

Quelle est la stratégie de prédation de Bolloré pour se constituer un empire médiatique ?
Pour Vincent Bolloré, ce qui compte, c'est d'abord la cohésion et la cohérence du groupe, derrière la chaîne porteuse d'opinion, CNews. C'est la figure de proue du projet éditorial idéologisé de Vincent Bolloré. Pourquoi ? Parce qu'une chaîne d'information, même si elle n'a pas beaucoup d'audience, va fixer des énoncés qui vont ensuite circuler sur les réseaux sociaux. En vérité, Bolloré pourrait très bien se passer de C8, mais CNews a besoin d'être dans un écosystème avec des chaînes solidaires les unes des autres via leur régie publicitaire, ce qui devient un argument économique aux yeux de l'Arcom. Ce qui compte, c'est la cohésion de l'ensemble. Et la diversification : c'est aussi pour cela qu'il va chercher Europe 1, afin d'avoir différentes cordes à son arc.

Que peut faire le législateur pour garantir l'indépendance des rédactions ?
Au-delà de l'intervention du régulateur sur le contenu, c'est plutôt aux entreprises de presse d'engager des rapports de force avec leurs propriétaires pour obtenir leur indépendance, par la grève ou autre. Plusieurs médias l'ont fait et se sont dotés d'outils en interne. Au *Monde*, un directeur de la rédaction ne peut pas être nommé si la rédaction lui oppose un vote de défiance.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LISA GUILLEMIN

Dans l'audiovisuel public, l'extrême droite brouille les ondes

La normalisation du Rassemblement national passe aussi par les chaînes et les antennes du service public. Elle mène Radio France dans l'impasse. En témoignent les conflits qui secouent France Inter.

À la Maison de la radio, des voix s'élèvent contre la normalisation de l'extrême droite. *« Faut-il vraiment rester neutre face aux idées racistes et xénophobes ? »* Jeudi 11 juillet, la Société des journalistes (SDJ), le Syndicat national des journalistes (SNJ) et le SNJ-CGT étaient reçus par la direction.

« Ils ont demandé un rendez-vous avant le second tour des législatives pour clarifier la stratégie à suivre. Nous trouvions qu'il y avait un certain flottement de la ligne éditoriale concernant le Rassemblement national », raconte un journaliste interrogé par *l'Humanité*. Ce dernier regrette que ses supérieurs, la directrice de France Inter, Adèle Van Reeth, en tête, *« s'accrochent à cette neutralité, dans un "ni, ni" très macronien »*.

UNE MOTION DE DÉFIANCE CONTRE ADÈLE VAN REETH

« On n'a pas fait comme la rédaction de 20 Minutes *: demander une prise de position nette contre le RN*, déplore ce journaliste. *C'est plus compliqué dans l'audiovisuel public : on arrive au bout de la logique de normalisation avec l'Arcom qui nous demande de traiter à égalité les partis sur le temps de parole. Mais on ne peut pas continuer à ne pas les appeler par leur nom. On ne peut pas banaliser leurs idées. »* En réaction aux derniers mouvements annoncés, la directrice de France Inter a été visée, jeudi 11 juillet, par une motion de défiance signée par plus de 80 % des 95 journalistes titulaires de la station de radio.

En cause : le remplacement de Yaël Goosz à l'éditorial politique de 7 h 44 par un ancien de la maison, Patrick Cohen. La directrice de France Inter avait justifié ce mouvement par son cumul des fonctions de chef du service politique et d'éditorialiste.

La présidente de Radio France, Sibyle Veil, a quant à elle défendu Adèle Van Reeth, vendredi 12 juillet, sur son compte X, mais sans mentionner la motion de défiance : *« Je salue son travail mené depuis deux saisons avec ses équipes. Pour mériter la fidélité de nos auditeurs chaque année, nos grilles évoluent. » « La bataille pour la nuance est celle de la liberté »*, écrivait la patronne de Radio France dans les colonnes de *la Tribune dimanche*, le 30 juin.

À France Inter, certains journalistes s'inquiètent du « ni, ni » très macronien de la direction.

Les derniers mois ont pourtant été riches en exemples contraires. Le « prépucegate » s'est conclu en mai par l'éviction de l'humoriste Guillaume Meurice, malgré l'abandon des poursuites judiciaires qui le visaient. La nouvelle formule du *Grand Dimanche soir*, proposée par Charline Vanhoenacker, a été refusée. Tandis que les émissions et chroniques animées par Emmanuel Khérad, Giv Anquetil, Antoine Chao, Charlotte Perry et Anaëlle Verzaux n'ont pas été renouvelées. Des choix qui provoquent toujours l'incompréhension et la colère de la rédaction, où certains se demandent s'il n'y a pas une raison politique derrière ces décisions.

LA MISE À L'ÉCART DE YAËL GOOSZ ANNONCÉE DANS *LE PARISIEN*

Dans l'article du *Parisien* daté du mercredi 10 juillet, par lequel la rédaction de France Inter a appris le remplacement de Yaël Goosz, une formule surtout fait grincer des dents : *« Il (Patrick Cohen – NDLR) va remplacer dans cet exercice Yaël Goosz, plus marqué à gauche que son successeur. »* Le journaliste politique mis en cause, qui officiait dans l'emission de France 5 *C à vous*, y a lui-même répondu sur les réseaux sociaux : *« Je vous laisse libre de vos propos, mais je vous mets au défi de trouver la moindre trace de militantisme, sinon je ne ferais pas ce métier depuis 2008. »*

Invité le vendredi 28 juin, aux côtés des présentateurs David Pujadas (LCI) et Apolline de Malherbe (RMC/BFMTV), sur le plateau de l'émission *Quotidien*, Yaël Goosz avait été le seul à classer le Rassemblement national à l'extrême droite. En s'appuyant sur le délibéré en ce sens du Conseil d'État, le 11 mars.

EMMA MEULENYSER

« On va de l'avant si on agit ensemble et non l'un à côté de l'autre. » Enrico Berlinguer

L'HOMME DU JOUR



Roger Quiquempois

À 20 ans, il a décidé de rejoindre la Résistance et de prendre les armes. Réfractaire au Service du travail obligatoire, Roger Quiquempois aurait pu, à la libération de Paris, profiter de la vie après une enfance difficile. Au contraire, il s'engage dans la 1re armée française. Un « engagé pour la durée de la guerre » qui choisit de partir combattre avec ses camarades Francs-Tireurs et Partisans dans la brigade du colonel Fabien.

Il participe à la reconquête du territoire national et à la difficile campagne d'Alsace. Et passera le Rhin avec son unité, le 151er régiment d'infanterie, le 27 mars 1945. La capitulation signée, il sera démobilisé finalement le 20 février 1946 à Thionville-en-Moselle.

Roger Quiquempois retrouvera les siens et poursuivra son engagement communiste et syndical sans relâche. Installé à Flixecourt, dans la Somme, en 1975, il développera la section locale du Parti commmuniste français tout en soutenant les ouvriers des usines Saint Frères. Aujourd'hui, le vieux militant est toujours fier de brandir son drapeau rouge, comme il l'a montré le 10 juillet à l'occasion de son centenaire, dans l'Ehpad où il vit désormais, entouré de ses enfants, de ses petits-enfants, de ses camarades comme Arnaud Petit, maire PCF de Woincourt, et d'un personnel dévoué et compétent.

Lui qui rêvait de faire des études *« a fait toutes les écoles du Parti »*. Et Roger Quiquempoix n'est pas peu fier non plus de ses deux enfants, Gildas et Guillemette : l'un est devenu adjoint au maire dans une commune du Val-d'Oise, l'autre exerce comme conseillère départementale dans la Somme. *« Il nous a appris à ne jamais plier le genou »*, nous confie sa fille.

FRANCK JAKUBEK

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE Le fournisseur d'électricité Ohm Énergie sanctionné

Le gendarme de l'énergie s'est enfin décidé à sévir contre un fournisseur d'électricité aux pratiques douteuses. Ohm Énergie a été sanctionné, ce lundi, par le comité de règlement des différends et des sanctions (Cordis) de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Il devra s'acquitter de 6 millions d'euros *« pour avoir commis un abus du droit d'accès à l'électricité nucléaire historique (Arenh) au cours des années 2021 et 2022 »*.

Ce mécanisme a été mis en place lors de la libéralisation du marché de l'électricité. Il contraint EDF à céder, tous les ans, à bas prix, une partie de sa production provenant de ses centrales nucléaires, à ses concurrents, à charge pour eux de proposer des offres moins chères que le tarif réglementé. Ohm Énergie a bien acquis auprès de la CRE des volumes de cette électricité peu chère, avec la promesse de démarcher de nouveaux clients… dont il s'est séparé lorsque les prix se sont envolés sur les marchés de gros. Le surplus aurait été revendu sur les marchés.

STÉPHANE GUÉRARD

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Mémoire Du haut de ses 86 printemps, Marie-Jo est une vieille dame vive et modeste. Ancienne ouvrière dans une usine de textile d'Angers (Maine-et-Loire), elle n'a eu de cesse de lutter pour améliorer les conditions de travail de ses collègues. C'est cette mémoire de combat, dont il ne subsiste qu'une poignée de photos et de souvenirs, que sa petite-fille Sarah Bellanger a décidé de raconter dans un documentaire.

Climat En exploitant la surface des plans d'eau mondiaux, les panneaux solaires flottants pourraient couvrir une partie des besoins énergétiques de nombreux pays. Une technologie qui offre des avantages multiples et qui pourrait jouer un rôle important dans la transition vers une économie décarbonée.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

Tant de larmes

Ce n'est pas la peine de pleurer avant d'être battu, disaient volontiers nos grands-mères. Peut-être, mais l'article de plus d'une page du *Figaro* de lundi rédigé par six journalistes, pas moins, sur « Ces français poussés à l'exil par l'arsenal fiscal du Nouveau Front populaire » serait presque bouleversant. Le patron d'un cabinet de gestion témoigne : *« Mes clients dont le patrimoine est au-dessus de 12 millions d'euros refusent de se laisser tondre. »* Pour un autre, *« c'est parfois l'affolement. Ils veulent tout vendre, changer leur situation familiale. On sent beaucoup de colère »*. De tristesse aussi, sans doute, de devoir laisser le pays qu'on aime tant, la petite maison que l'on a acquise, pour la Suisse, Le Luxembourg, on ne sait encore quels paradis fiscal à l'ombre des cocotiers… Voir détruit en un jour l'ouvrage de sa vie et sans dire un seul mot se mettre à rebâtir. *« On leur dit que cela ne sert à rien,* commente une banquière à la fin de l'article, *car les lois fiscales sont rétroactives. Ils le font quand même. »* Tant de larmes pour rien.

LE FIL ROUGE

Marseille (13) Une soirée de témoignages et d'échanges, à la suite des menaces de réseaux d'extrême droite ciblant des journalistes et des avocats, est organisée ce 16 juillet, à 18 heures, autour de Jean-Marc Coppola, adjoint PCF à la culture, et plusieurs journalistes marseillais, à l'auditorium de la mairie des 1er et 7e arrondissements, 61, La Canebière.

C'EST UN MONDE

Pas d'IVG, plus de mortalité

Deux études publiées dans *Journal of the American Medical Association* analysent les conséquences de la loi limitant le droit à l'avortement au Texas (États-Unis). Elles montrent une hausse de la mortalité des nourrissons de près de 10 % et une baisse de la contraception.



Paris, le 14 juin.
JULIEN DE ROSA/AFP

La gauche face à une semaine décisive

INSTITUTIONS Les négociations au sein du Nouveau Front populaire patinent au point que les insoumis quittent la table tant qu'une candidature commune pour le Perchoir n'est pas actée. Jeudi et vendredi, l'Assemblée nationale élira sa présidence, puis son bureau. Des postes stratégiques pour la suite.

Attention à ne pas se faire voler la victoire. Les discussions entre formations du Nouveau Front populaire (NFP) pour Matignon virent à la cacophonie : la gauche, victorieuse dans les urnes, peine à pousser son avantage stratégique face à Emmanuel Macron, lequel fait tout pour ne pas perdre la main. Cette semaine se révèle pourtant décisive pour l'avenir de la gauche et du pays. L'Assemblée nationale doit élire, jeudi, son futur président et les manigances des droites vont bon train. Le chef de l'État a assuré qu'il choisira son premier ministre en fonction de la couleur politique qui atterrira au Perchoir.

Matignon : des discussions au point mort

Les noms s'enchaînent : Olivier Faure, Clémence Guetté, Cécile Duflot, Huguette Bello, Jean-Luc Mélenchon… Aucun ne parvient à faire consensus, au grand désespoir du peuple de gauche qui s'impatiente. Depuis quasiment dix jours de discussions, le NFP échoue à s'accorder sur l'identité de son candidat au poste de premier ministre. *« Plus le temps passe, plus notre légitimité s'érode car on s'éloigne du vote. Il est grand temps de passer la seconde »*, insiste Ian Brossat, sénateur et porte-parole du PCF. Et le refus du PS de confier cette responsabilité à Huguette Bello a même arrêté les négociations entre les quatre formations, qui échangent désormais en bilatéral. *« Les discussions sont bloquées car le PS n'a qu'une seule proposition : Olivier Faure (son premier secrétaire – NDLR) »*, avance Aurélie Trouvé, députée insoumise. Son parti a d'ailleurs assumé ne plus vouloir négocier pour le moment : *« Nous ne participerons à aucune discussion supplémentaire sur la formation d'un gouvernement tant que la candidature unique à l'Assemblée nationale ne sera pas acquise et que le vote n'aura pas lieu. »* ■■■

Avant l'impasse, d'autres noms (Martine Aubry, Najat Vallaud-Belkacem…) avaient été mis sur la table, sans faire l'unanimité. Le PS propose désormais d'élargir le spectre des candidatures extérieures aux partis. *« Pour que le NFP marche, il a fallu que la société civile humanitaire, féministe, écologiste ou encore syndicale se mobilise comme jamais. C'est peut-être là qu'il faut regarder »*, estime Stéphane Troussel, président socialiste du département de la Seine-Saint-Denis. Une proposition rejetée par la FI, au motif qu'un tel profil manquerait de *« garanties »* pour *« la mise en œuvre du programme du Nouveau Front populaire »*. Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a assuré de son côté qu'il n'opposerait *« pas de veto »*, et ajoute : *« Notre responsabilité est immense. Il serait incompréhensible que l'une des forces quitte les discussions que nous avons depuis des semaines, au risque de laisser le camp présidentiel reprendre la main. »* Socialistes, écologistes et communistes ont indiqué, lundi soir, proposer aux insoumis *« une candidature commune issue de la société civile »*, selon le communiqué du PS.

Les Écologistes proposent, par ailleurs, le profil de l'ancienne ministre Cécile Duflot, sans pour autant vouloir commenter les discussions car *« la meilleure façon d'avancer, c'est de ne pas parler*, balaie l'entourage de Marine Tondelier. *Nous avons l'obligation de réussir pour les Français et nos électeurs »*.

La gauche à l'offensive pour le Perchoir

C'est désormais la priorité pour la FI : proposer une candidature commune du NFP pour la présidence de l'Assemblée. Sans que cela ne fasse consensus. *« Plus on dira que Perchoir et Matignon sont liés, plus on amenuisera nos chances d'être nommés car si ce n'est pas un des nôtres à la présidence de l'Assemblée, ça voudra dire qu'on ne pourra pas avoir le premier ministre »*, regrette un cadre du NFP. Focalisée sur Matignon, la gauche en avait presque oublié ce poste stratégique.

ASSEMBLÉE ANDRÉ CHASSAIGNE RÉÉLU À LA TÊTE DU GROUPE GDR

Il y aura bien un groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) à l'Assemblée nationale. Seize membres y siégeront, dont les huit députés communistes. À leurs côtés, on trouvera le député Gauche républicaine et socialiste Emmanuel Maurel, soutien de Fabien Roussel pour la dernière élection présidentielle. Comme lors des législatures précédentes, le groupe GDR comprendra une forte composante de représentants de l'outre-mer venus de La Réunion, de Martinique, de Guyane et de Polynésie. André Chassaigne a été réélu, lundi, à la présidence de ce groupe, le quatrième de gauche à l'Assemblée.

Face à eux, malgré le résultat des urnes, les macronistes ne désespèrent pas de conserver le poste grâce aux jeux d'appareil. Yaël Braun-Pivet, qui l'a occupé entre 2022 et 2024, lorgne toujours le Perchoir, à la faveur d'une alliance avec LR, voire le RN. Ce que le NFP veut éviter à tout prix : *« Une présidence de la gauche permettrait d'envoyer un signal pour dire que nous prenons acte du vote des législatives »*, appelle l'écologiste Cyrielle Chatelain, régulièrement citée pour la fonction, comme ses homologues Boris Vallaud (PS) et André Chassaigne (PCF). Ce dernier, très expérimenté et *« ouvert au dialogue »*, assure à *l'Humanité* que l'idée *« est portée par des députés de sensibilité diverse qui craignent le désordre et l'instrumentalisation de la fonction »*. *« Il ne s'agit pas d'une initiative personnelle. Si le choix d'une candidature unique a été actée, aucun nom n'a été avancé pour le moment »*, ajoute-t-il. Lundi soir, les chefs de groupe de la gauche devaient se réunir afin d'évoquer ensemble la meilleure stratégie et le profil pour permettre le rassemblement.

Les groupes en voie de constitution

L'Assemblée nationale 2024 pourrait atteindre un nouveau record. Onze groupes parlementaires, soit un de plus que lors de la précédente mandature, pourraient voir le jour. Dont quatre à gauche, comme lors de la précédente mandature, puisque les communistes sont parvenus à maintenir le groupe GDR avec les députés d'outre-mer (lire l'encadré ci-contre). Ces derniers sont particulièrement convoités par le PS et la FI, qui veulent être le premier groupe au sein du NFP.

Après avoir gagné dix sièges, le groupe des Écologistes s'élargit à nouveau, en accueillant les insoumis frondeurs (François Ruffin, Clémentine Autain, Alexis Corbière, Danielle Simonnet et Hendrik Davi). En conséquence, son nom devrait changer pour « Écologie, Démocratie, Solidarité ».

Une Assemblée sans RN aux responsabilités ?

« Le RN ne doit occuper aucun poste à responsabilité » : au moment d'arriver à l'Assemblée nationale, les Écologistes ont donné le ton. Le Nouveau Front populaire est d'accord et espère que les macronistes ne referont pas la même erreur qu'en 2022, lorsqu'ils avaient élu deux vice-présidents d'extrême droite. *« On ne peut pas dire que le Rassemblement national est un danger pour la République et le laisser accéder à ces fonctions*, rappelle Cyrielle Chatelain. *Nous avons acté un barrage républicain à l'Assemblée. »* Malgré les tractations révélées entre Yaël Braun-Pivet et le RN, le camp présidentiel a décidé à l'unanimité que l'extrême droite ne doit récolter aucun des 21 postes clés. Mais il exclut aussi la France insoumise de l'équation. *« Ils poursuivent avec un "ni, ni" effroyable qui participe de la banalisation de l'extrême droite. Qu'ils le veuillent ou non, la FI est un parti républicain »*, rétorque Aurélie Trouvé. C'est vendredi que le futur bureau doit être composé.

EMILIO MESLET

« Une libération de la parole raciste »

EXTRÊME DROITE Les succès électoraux du RN s'accompagnent d'une hausse importante des actes xénophobes. Selon le sociologue **Emmanuel Casajus,** ce discours radical décomplexé est le résultat d'une stratégie culturelle et de puissants relais médiatiques.

Insultes, menaces, agressions : la campagne des législatives, après la victoire du RN aux européennes, a été marquée par une multiplication des actes racistes et homophobes. Le sociologue Emmanuel Casajus, auteur notamment de *Style et violence dans l'extrême droite radicale* (éditions du Cerf, 2023), lie cette question à celle du travail mené par l'extrême droite dans le but d'établir son hégémonie culturelle.



VALÉRIE DUBOIS/HANS LUCAS/AFP

Plus de 10 millions de personnes ont voté pour le RN lors des législatives. Considérez-vous que le racisme est le principal déterminant de ce vote ?
Le racisme joue, avec les questions d'immigration et de sécurité. Mais il y a aussi l'idée que le RN est un parti social, un parti des « petits contre les gros ». Sans cette image sociale que le RN a réussi à se construire – déjà à l'époque du FN de Florian Philippot –, le simple discours raciste, sur l'immigration et la sécurité ne suffirait pas. La dimension sociale, même si elle n'est pas la vérité de son programme, reste importante.

Vous établissez une distinction entre les discours purement racistes et ceux dénonçant l'immigration. Est-elle claire au sein de cet électorat ?
Ce n'est absolument pas clair. Quand on écoute les discours de cet électorat et ceux de l'extrême droite, le lien entre insécurité et immigration est établi en permanence. Mais est-ce que l'on parle des exilés, arrivés dans les années 2010-2015 ? Ou parle-t-on aussi des descendants de personnes arrivées il y a plusieurs générations ? C'est très flou. Que ce soit le RN ou ses électeurs, ils jouent sur ce flou, ne serait-ce que pour se donner bonne conscience. Par moments, ils vont considérer que « le problème, c'est les Arabes ». À d'autres, ils vont avoir un discours plus nuancé. La polémique sur les binationaux illustre cela, car cette situation reflète énormément de situations différentes.

Nous avons assisté à une multiplication des actes racistes, qui peuvent être le fait de sympathisants comme de groupes organisés d'extrême droite. Est-ce lié aux succès électoraux ?
Un changement s'est opéré par rapport aux années 2000, où les groupes d'extrême droite avaient un discours très radical mais très peu entendu. Lors d'entretiens que j'ai menés avec des militants identitaires ou de l'Action française, ils faisaient attention à distinguer leur racisme « intellectuel » du racisme primaire de ceux qu'ils appellent des « natio-beaufs ». Peu à peu, depuis 2017, cette nuance a disparu et cela s'est vu dans les commentaires en ligne où le discours est plus direct. En ce qui concerne l'électorat, longtemps cela n'était pas assumé, encore moins les discours racistes. Nous observons un grand changement dans le rapport des électeurs RN aux médias, avec une libération de la parole raciste.

ENTRETIEN

Peut-on parler de cercle vicieux, avec une montée du RN qui libère la parole raciste, qui à son tour nourrit le vote RN ?
Oui, même s'il est difficile de savoir comment cela a commencé. Il y a eu une réflexion des groupuscules et des intellectuels d'extrême droite, Alain de Benoist ou Jean-Yves Le Gallou par exemple, sur la place que pouvaient prendre la culture et les médias dans leur volonté de conquérir une hégémonie culturelle. Avec l'apparition d'Internet et des réseaux sociaux, cette réflexion a été suivie d'actes. La suite a été l'apparition de personnes et de vidéastes sur les réseaux sociaux comme Baptiste Marchais ou Papacito, qui ont cherché à rendre « cool » les idées d'extrême droite.

Le fait que le récit d'une victoire annoncée du RN ait été déjoué peut-il amener à plus de radicalité, ou au contraire à un découragement dans l'électorat d'extrême droite ?
Il peut y avoir du découragement : lors de plusieurs élections récentes, les électeurs du RN ont pu avoir le sentiment que la victoire était à portée de main, et à chaque fois elle s'est dérobée. Mais ils peuvent aussi considérer qu'ils sont à chaque fois plus nombreux et que leur victoire est inéluctable. Ce qui joue aussi, c'est l'apparition de faits divers tragiques dans l'actualité et la façon dont ils sont récupérés : il y a un vrai savoir-faire du côté du RN et des médias d'extrême droite. Quant à la radicalisation des groupuscules, ils se sentent plus légitimes quand ils ont l'impression de faire partie du mouvement du peuple qui est en marche.

Malgré cette défaite relative, l'extrême droite a le vent en poupe sur le sujet de l'hégémonie culturelle, des relais médiatiques. Comment contrer cela ?
Il faut pointer le fait que le discours du RN, qui se veut « anti-puissants » et surfe sur le thème « le système qui est contre nous », est en réalité soutenu par des chaînes privées de milliardaires. Et le RN milite pour ces chaînes d'information privées : il y a une contradiction qui peut le desservir. À terme, son objectif d'hégémonie culturelle lui permet de s'implanter de plus en plus, de s'institutionnaliser, mais il lui fait aussi perdre le côté subversif du vote. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BENJAMIN KÖNIG



Intervention de Julien Le Guet, militant écologiste, à Melle (Deux-Sèvres), le 23 mars. AFP

Méga-bassines : une semaine sous pression



ÉCOLOGIE Jusqu'à dimanche, le « Village de l'eau » attend 10 000 personnes à Melle, près de Sainte-Soline, là où opposants et forces de police s'étaient affrontés en mars 2023.

Faire « bassine arrière ». C'est le cheval de bataille des collectifs et associations écologistes qui ont prévu de se mobiliser toute la semaine, contre les projets de retenues d'eau qui fleurissent partout en France et dont Sainte-Soline (Deux-Sèvres) est devenue le symbole. Pointées par les scientifiques, ces méga-bassines pompent dans les nappes phréatiques ou les cours d'eau pour irriguer des cultures, notamment de grandes exploitations céréalières.

Depuis quelques jours, une quinzaine de convois venus de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Italie s'élancent vers Melle, où s'est installé le « Village de l'eau ». Au programme : tables rondes, formations et discussions autour de la préservation des communs et d'un juste partage de cette ressource. Quelques jours avant le début des jeux Olympiques de Paris, l'objectif est d'attirer les regards du monde entier sur cet enjeu.

Deux manifestations sont prévues, vendredi 19 et samedi 20 juillet. À Saint-Sauvant, d'abord, où un nouveau chantier de bassines est annoncé pour septembre. Cette première marche revendique l'instauration d'un moratoire sur toutes ces installations, dont le nombre reste opaque. Selon Christian Amblard, directeur honoraire de recherche au CNRS et spécialiste des écosystèmes aquatiques, entre 1 000 et 2 000 bassines sont en projet ou déjà construites en France. Les Soulèvements de la Terre en dénombrent près de 230 sur leur carte interactive. Le lendemain, des dizaines de collectifs, dont Bassines non merci, Attac, les Soulèvements de la Terre, Solidaires ou la Confédération paysanne appellent à prendre *« kayaks, paddles et autres bateaux gonflables »* pour bloquer le port industriel de La Rochelle (Charente-Maritime). Selon eux, la Pallice est le *« dernier maillon de la chaîne d'agro-industrie »* et le *« point nodal d'un système qui fait primer la spéculation financière et le libre-échange sur la préservation des communs »*.

STIGMATISATION DU RASSEMBLEMENT

Alors que tout le monde a en mémoire le déferlement de violence qui avait entaché la mobilisation de Sainte-Soline en mars 2023 – 5 000 grenades tirées par plusieurs milliers de gendarmes en 1 h 20, plus de 200 blessés –, la tension est d'ores et déjà palpable. Selon les organisateurs, l'exécutif, la FNSEA et la Coordination rurale participent à une *« stigmatisation »* du rassemblement. En déplacement à Niort, ce lundi 15 juillet, Gérald Darmanin a dit redouter *« des actes d'une très grande violence »*, estimant qu'*« on devrait être du côté de l'ordre, des gendarmes »*. Un message relayé sans surprise par la Coordination rurale, dont la présidente, Véronique Le Floc'h, appelle à ne pas laisser *« la guerre civile s'installer dans nos campagnes »*. *« Tout est réuni pour que le pire arrive »*, craint même la FNSEA. Autant de pressions destinées à stigmatiser ce rassemblement consacré à la préservation et au partage de l'eau. Pour le collectif Bassines non merci, cette *« criminalisation »* permet de *« détourner l'attention du sujet de l'eau et du modèle agricole »*. *« Dans le Sud-Ouest, on annonce une baisse de 20 à 50 % des ressources en eau d'ici à 2050. Nous sommes les premiers témoins du changement climatique. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un accompagnement des pouvoirs publics sans faille pour la transition agroécologique et d'une reconnaissance de notre travail »*, explique la Confédération paysanne, qui appelle au dialogue.

Après des années d'opposition pacifique aux projets de réserves d'irrigation dans le Poitou, la mobilisation « anti-bassines » s'est durcie depuis deux ans avec de violents affrontements. Mais les opposants mènent aussi la lutte sur le front juridique, contestant les autorisations de construction des réserves ou les décisions de l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Mardi 9 juillet, la justice administrative, saisie par l'association Nature Environnement 17, a réduit provisoirement d'un quart les prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole dans le Marais poitevin, qu'elle juge *« excessifs »*. Une décision susceptible de freiner le développement des méga-bassines.

Déjà, en 2023, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) relativisait les conclusions de son rapport, commandé par le maître d'ouvrage des projets de création de réserves de substitution dans les Deux-Sèvres. Il reconnaissait que ces études ne prenaient en compte ni les évolutions intervenues depuis 2011, ni les études prospectives récentes. Et dans un rapport publié l'été dernier, la Cour des comptes avançait également que *« les réserves de substitution s'avéraient inutiles en cas de sécheresse hivernale ou de sécheresse pluriannuelle n'autorisant pas la recharge des nappes »*. À force de mobilisation sur tous les fronts, les militants anti-bassines espèrent *« gagner la bataille culturelle, car l'écologie radicale ce n'est pas de l'écoterrorisme, c'est se battre pour que tout le monde puisse vivre dignement »*. ■

ISIS MARVYLE

Contre la transphobie, la grande inaction

VIOLENCES En quelques jours, deux femmes trans ont été tuées. Loin d'être des faits divers, ces « crimes de haine » inquiètent les associations LGBTQIA +, qui appellent à un rassemblement ce mardi.

Des meurtres passés sous silence. Dans la nuit du 8 au 9 juillet, Géraldine, une femme trans péruvienne de 30 ans, a été violemment poignardée et assassinée à Paris par son client, un homme de 22 ans. D'après les associations Acceptess-T, Prévention action santé travail pour les transgenres (Pastt) et le Syndicat du travail sexuel (Strass), *« elle était en France depuis à peine deux ans et travaillait comme escort pour aider financièrement sa mère et toute sa famille »*. Le présumé meurtrier a été placé en garde à vue après s'être dénoncé le lendemain au commissariat, où il a dit avoir été « *trompé* » en découvrant la transidentité de Géraldine. *« La supposée "tromperie" quant au sexe d'une travailleuse du sexe ne peut jamais être prétexte à la tuer »*, s'évertuent à répéter les associations qui semblent croire que *« l'agresseur a délibérément ciblé une femme trans migrante en pensant s'en sortir impunément »*. Une enquête pour « meurtre à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre de la victime » a été confiée à la police judiciaire parisienne, a indiqué le parquet.



Le service statistique ministériel en charge de la sécurité intérieure a rapporté une hausse de 19 % des « crimes et délits anti-LGBT » en 2023. MATTHIEU DELATY/HANS LUCAS

Quelques jours plus tôt, le 5 juillet, un transféminicide avait eu lieu à Compiègne (Oise) : un homme de 40 ans s'était lui aussi rendu au commissariat pour s'accuser d'avoir tué à la hache sa conjointe Angelina, une femme trans âgée de 55 ans, dans leur domicile familial. Une information judiciaire est en cours pour « meurtre par concubin », le procureur ayant précisé que le caractère transphobe du meurtre n'a pas été privilégié *« à ce stade de l'enquête »*. L'auteur a été placé en détention provisoire et mis en examen.

DES ACTES ET DES PAROLES DÉCOMPLEXÉS

« Rien n'a changé depuis les mobilisations de 2018 à la suite du meurtre de Vanesa Campos », ont réagi les associations LGBTQIA +, soulignant *« l'insécurité subie par les travailleuses du sexe (…) également liée à un contexte politique de répression »*. À peine un mois avant le meurtre d'Angelina, une autre femme trans et prostituée s'était retrouvée entre la vie et la mort après avoir subi une attaque au tournevis, à Nice. *« À Paris, une travailleuse du sexe est assassinée en moyenne tous les deux ans »*, décompte tristement le Strass.

En mai 2024, le service statistique ministériel en charge de la sécurité intérieure (SSMSI) rapportait une hausse de 19 % des « crimes et délits anti-LGBT » en 2023. *« Les actes et paroles LGBTphobes ont été décomplexés et plus visibles durant la campagne des législatives anticipées, en raison de la stigmatisation orchestrée par une partie de la classe politique française »*, note le président de l'Inter-LGBT, James Leperlier, qui a compté *« une dizaine de tentatives d'intrusion violentes de groupuscules d'extrême droite »* durant la Marche des fiertés du 29 juin dernier.

Plusieurs personnalités politiques de gauche se sont exprimées à la suite de ces deux meurtres. Le sénateur communiste Ian Brossat s'est notamment adressé au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, pour exiger des *« mesures concrètes (…) pour lutter efficacement contre les violences transphobes »*. *« L'augmentation des discours transphobes, comme des propositions de lois de facto discriminantes, mène à ces crimes de haine contre les personnes trans »*, a aussi pointé la vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et sénatrice écologiste de Paris, Anne Souyris. Faisant référence au titre de BFMTV « 75 : l'escort-girl tuée car elle était un homme », Lexie, formatrice et créatrice du compte Instagram « Aggressively trans », a dénoncé sur ses réseaux un *« traitement médiatique sensationnaliste »* qui s'appuie *« davantage sur le sexe de la victime et son état civil »* que sur les raisons du meurtre. *« Cette façon de présenter les choses la rend responsable de son propre meurtre »*, a expliqué dans le même sens l'association Espace Santé Trans.

L'Inter-LGBT dénonce une « stigmatisation orchestrée par une partie de la classe politique ».

« Aujourd'hui, tout est remis en question car on ne connaît pas l'agenda politique. On ne sait pas quels projets de loi pourraient s'accélérer, tels que la proposition transphobe des LR, ou quels autres projets progressistes pourraient être bloqués », s'inquiète James Leperlier au sujet du flou politique actuel entraîné par la dissolution. Sébastien Tüller, responsable LGBTI pour Amnesty France, a appelé le *« prochain gouvernement »* à *« prendre des mesures fortes et ambitieuses pour mieux protéger les personnes trans et les travailleur·euses du sexe dans notre pays »*. Les associations Acceptess-T, le Pastt et le Strass espèrent se faire entendre et appellent à un grand rassemblement ce mardi 16 juillet à 18 heures sur la place du Trocadéro, derrière le slogan « Justice pour Géraldine ».

LUCIE PELÉ

EN LUTTE



SAUVER L'EMPLOI

Deux mois que des salariés de Gima, usine de mécanique agricole à Beauvais (Oise), sont en grève contre de possibles licenciements. Trente-deux emplois sont menacés, si les employés n'acceptent pas des baisses de rémunération.

LES AÉROPORTS MOBILISÉS

La CGT, la CFDT, l'Unsa et FO d'Aéroports de Paris appellent les salariés à la grève ce mercredi, à dix jours des Jeux. Elles réclament une prime JO pour tous, 1 000 postes supplémentaires, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail.

DÉBRAYAGE CHEZ VALEO

Ce lundi, plus d'une centaine de salariés de Valeo du site de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) ont fait grève pour demander à fabriquer le moteur électrique DMG. Leur usine est menacée depuis la délocalisation de l'activité diesel en Pologne.

La Cour des comptes dépose le bilan Macron

DÉFICITS « Dérapages », « manque d'anticipation et de crédibilité »… Dans un rapport publié le 15 juillet, la haute juridiction accable les choix passés et prévient le futur gouvernement d'une situation dégradée.



Le programme de stabilité de Bruno Le Maire n'a pas rassuré la Rue Cambon. ERIC TSCHAEN / REA

C'est peu dire que les coups de rabot successifs, annoncés ces derniers mois en catastrophe par Bercy, et son programme de stabilité présenté en avril n'auront pas convaincu la Cour des comptes. De « *préoccupante* », en avril, la situation des finances publiques aurait désormais viré à « *inquiétante* », selon les déclarations du président de la Cour, Pierre Moscovici.

À la veille d'une réunion où la Commission européenne compte soumettre l'ouverture d'une procédure pour « *déficit excessif* » à l'encontre de sept pays de l'Union, dont la France, le rapport présenté lundi 15 juillet par les magistrats de la Rue Cambon, à Paris, sur « *la situation et les perspectives des finances publiques* », enfonce le clou en ce qui concerne la politique menée par Bercy. « *Manque d'anticipation* », « *absence de crédibilité* »… le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sans être cité, en prend pour son grade dans la responsabilité de cette situation jugée « *très dégradée* ». Le président de la Cour des comptes, en livrant le chiffre qui fâche – un déficit public établi à 5,5 % du PIB, soit 154 milliards d'euros – n'a pas manqué d'alerter sur l'urgence d'une « *action résolue* » pour faire face à « *ce dérapage* ». Faute de quoi, des investissements liés notamment à la décarbonation de l'économie et à la transition écologique en pâtiraient, relève la haute juridiction. Alors qu'il aurait dû commencer à être résorbé en 2023, le déficit public caracole à 0,6 point au-dessus des prévisions (4,9 %), malgré un contexte 2023, « *bien meilleur* », favorisé notamment par la fin du « *quoi qu'il en coûte* » – dispositif économique de soutien instauré par l'exécutif pour affronter la crise sanitaire du Covid –, qui laissait présager des résultats bien en deçà de 5,5 %. Plusieurs facteurs seraient à l'origine de cette « *très mauvaise année 2023* ». À savoir : une faible croissance des prélèvements obligatoires qui aurait affecté la plupart des recettes publiques (notamment celles issues des droits de mutation à titre onéreux, des taxes liées à la vente d'un bien immobilier). Cette faible élasticité des prélèvements obligatoires au PIB, qui serait davantage un retour à la normale après deux années exceptionnelles, 2021-2022, post-Covid qu'un « *accident* », aurait, selon la Cour des comptes, dû être anticipée dans les prévisions du gouvernement. Cela n'a pas été le cas.

Autre facteur : les « *mesures discrétionnaires* » de baisse d'impôts et de cotisations, soit 10,7 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'État. Combinées à « *l'absence d'économies structurelles* », elles auraient dû inciter le gouvernement à la vigilance et à prévoir des « *réajustements clairs sur les dépenses comme sur les recettes* ». Il

DROIT DE SUITE Hold-up des créanciers sur Atos

C'est un peu l'équivalent d'un « gouvernement technique », mais adapté à l'entreprise. Les créanciers d'Atos et leurs banques ont pris le contrôle du capital en transformant le gros de la dette qu'ils détenaient en actions. C'était le scénario redouté dès le 1er juillet dernier, à la suite du retrait du plan de reprise par l'entreprise OnePoint, et qui était jusqu'ici privilégié. Il fallait alors aller vite pour sécuriser les jeux Olympiques de Paris, dont la multinationale gère les accréditations, la diffusion des résultats ou la cybersécurité. Le groupe espère que ce plan de restructuration, d'un montant de 1,675 milliard d'euros, sera validé dès la semaine prochaine par le tribunal de commerce, afin d'assurer les affaires courantes. Pour les salariés, en revanche, la perspective n'est guère engageante. Une gestion technique implique une absence de vision industrielle, sans parler des investissements. La CGT craint « *un hold-up en catimini sur Atos* », à la suite d'une sévère restructuration du groupe. « *Quand les créanciers prennent la main, on sait souvent comment ça se finit : par une vente à la découpe*, craint Pascal Besson, délégué syndical central CGT d'Atos. *Ce n'est pas demain qu'on apprendra à des gérants de fonds à diriger une entreprise informatique…* »

PIERRIC MARISAL

n'en fut rien. D'où, selon la Cour des comptes, un creusement de la dette publique, estimée à 3 100 milliards d'euros, soit près de 110 % de PIB. Et la juridiction de balayer l'argument selon lequel ce gouffre serait imputable à l'augmentation des dépenses liées à la gestion du Covid : « *Les partenaires de la zone euro* » qui ont pris « *des mesures exactement comparables* » ne font pas face aux mêmes résultats. En 2025, la dette publique française devrait ainsi excéder de 15,2 points du PIB, son niveau d'avant la crise, contre 3,7 points en Allemagne, 5,9 points en Espagne et 4,7 points en Italie. « *Nous avons pris 10 points de plus que nos partenaires en termes de dette, avec les mêmes mesures Covid* », pointe Pierre Moscovici.

DES MESURES FLOUES ET PEU DOCUMENTÉES

Quid des perspectives ? Elles ne prêteraient pas plus à l'optimisme. La Cour des comptes estime que le train de mesures annoncé par Bruno Le Maire au cours des cinq derniers mois pour ramener le déficit à 5,1 % du PIB en 2024 – annulation par décret de 10 milliards d'euros de crédits à plusieurs ministères, relèvement du taux de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité, qui devrait rapporter près de 5 milliards d'euros, et la série d'arbitrages annoncée le 10 juillet, pour un rendement de 10 milliards – serait loin de dissiper « *les risques importants pesant sur les finances publiques de l'année en cours* », mais également sur l'ensemble de la trajectoire 2023-2027. En cause : le flou de « *mesures peu documentées* » – comme le projet de taxe sur les rentes énergétiques, supposé rapporter 3 milliards d'euros en 2024, mais qui reste sans traduction législative – et le « *manque de crédibilité* » des objectifs affichés, dans un contexte propice à la dépense, en raison de la crise agricole et des événements en Nouvelle-Calédonie. Pour Pierre Moscovici, la balle est dans le camp du gouvernement à venir, qu'il soit « *de droite ou de gauche* », pour « *infirmer ou confirmer ces mesures* ».

HAYET KECHIT



L'usine alsacienne a été mise en liquidation judiciaire le 25 juin. FRÉDÉRIC MAIGROT / REA

Ultime audience pour Caddie en bout de course

INDUSTRIE De nouvelles incertitudes sur les deux projets de reprise du fabricant de chariots de supermarché installé à Dettwiller laissent peu d'espoirs aux salariés.

Strasbourg (Bas-Rhin), correspondance particulière.

« *Les deux projets ne sont pas terribles, on ne sait pas quelle est leur fiabilité* », juge Amar Ladraa, le délégué régional CGT de la métallurgie, la veille de la décision qui doit être prise, ce mardi 16 juillet, par la chambre commerciale du tribunal de Saverne (Bas-Rhin). Rien ne semble avoir évolué depuis le 26 juin, jour où avaient été déposés deux projets de reprise de l'usine Caddie, mise en liquidation judiciaire la veille. D'un côté, le dossier d'un ancien propriétaire de Caddie, Stéphane Dedieu, qui propose la reprise de 42 salariés sur les 108 actuellement, dont 2 apprentis, et qui envisage de continuer une part de l'activité industrielle. De l'autre, celui porté par l'actuel propriétaire de l'usine, le groupe Cochez, dont le siège est à Valenciennes (Nord), qui a ajouté 50 000 euros aux 200 000 euros de son projet initial de reprise et propose la poursuite d'un petit atelier de ferrage qui emploierait 3 ou 4 ouvriers. « *Ce n'est pas cela qui va faire vivre Caddie à Dettwiller* », commente Pierre Dulmet, l'avocat du CSE (comité social et économique), qui plaidera mardi pour la reprise de la société par Stéphane Dedieu. « *Les salariés sont farouchement contre Cochez, ils préfèrent la liquidation sèche* », affirme-t-il. C'est en effet la position des élus du CSE, même si la proposition de reprise de Stéphane Dedieu ne soulève guère d'enthousiasme. « *C'est un choix entre la peste et le choléra, mais Dedieu était préférable* », glisse Olivier Delacourt, le secrétaire général CFDT de la métallurgie du Bas-Rhin.

QUI PAIERA LES SALARIÉS ?

Mais, selon les informations dont les salariés ont eu connaissance, vendredi dernier, Stéphane Dedieu vient d'être lâché par un de ses partenaires. « *Il n'est même pas sûr qu'il puisse proposer son offre, faute de garanties bancaires* », confirme Pierre Dulmet. Autre incertitude, Stéphane Dedieu ne pourrait pas relancer l'activité du site avant le 15 septembre. Or le versement du salaire des employés qui est effectué depuis la décision de liquidation, par l'AGS, le régime de garantie de créance des salariés, s'arrêtera légalement le 30 juillet. Qui paiera les salariés jusqu'en septembre ?

Cette question sans réponse plombe un peu plus sa proposition de reprise. « *On a peu d'espoirs, beaucoup pensent que c'est fini et qu'il est fort peu probable qu'une solution soit trouvée par le tribunal* », reconnaît Olivier Delacourt, qui rappelle qu'après quatre redressements judiciaires en douze années et une liquidation effective en cours, il reste très peu de chances que le tribunal accorde un nouveau sursis. « *Tant qu'il y a un petit peu de vie, il y a un peu d'espoir* », veut croire l'avocat du CSE, qui avoue cependant que « *ce serait un peu miraculeux* ». Pour Amar Ladraa, la situation est rendue encore plus difficile par l'absence d'interlocuteurs au niveau du ministère. « *On va vers un désastre industriel. Avant, il y avait encore une forme de soutien public en cas de défaillance d'une entreprise, mais là, on a fermé les robinets.* », estime-t-il.

JEAN-JACQUES RÉGIBIER

l'Humanité
MARDI 16 JUILLET 2024.



Pour le milliardaire, les membres de la NRA, le puissant lobby de vente d'armes « sont des personnes formidables et des grands patriotes américains ». ANTOINE LORGNIER/ HANS LUCAS

Donald Trump, cible… et partisan des armes

ÉTATS-UNIS L'auteur des tirs contre l'ex-président a pu accéder facilement au fusil d'assaut semi-automatique AR-15. Ironie du sort : le candidat républicain est aussi l'un des plus fervents défenseurs du deuxième amendement de la Constitution.

L'auteur des tirs contre Donald Trump lors de son meeting en Pennsylvanie a utilisé un AR-15, un fusil d'assaut semi-automatique, best-seller sur la liste des armes à feu proposées en vente libre aux États-Unis. Conçue à l'origine comme un bijou technologique militaire destiné aux soldats sur un champ de bataille, l'arme commercialisée sur l'immense marché civil a battu tous les records de ventes et se trouve impliquée dans nombre de tueries de masse qui continuent de connaître une ascension spectaculaire aux États-Unis. Thomas Matthew Crooks, le jeune homme identifié comme l'auteur des tirs qui ont visé ce samedi 13 juillet l'ex-président, candidat à un retour à la Maison-Blanche lors de l'élection du 5 novembre, n'a pas eu à chercher bien loin l'outil de son forfait. Il l'a trouvé dans la réserve de son père, qui avait pu en faire l'achat sans la moindre formalité.

On estime que plus de 300 millions d'armes à feu sont en circulation aux États-Unis, en vertu d'une législation autorisant leur achat comme ceux que l'on effectue à la supérette du coin de la rue. L'AR-15, avec ses hautes capacités létales, représente à lui seul le quart des ventes d'armes dans le pays. C'est lui qui fut utilisé en 2018 dans la fusillade du lycée de Parkland, en Floride (17 victimes, dont 14 élèves). C'est encore lui qui, quatre ans plus tard, tombé dans les mains d'un adolescent profondément déséquilibré, a coûté la vie à 19 enfants d'une école primaire d'Uvalde, au Texas. En dépit de l'immense émotion soulevée à chaque fois – plusieurs millions de personnes avaient envahi les rues de Washington en 2018, à l'appel des lycéens de Parkland, pour clamer : « *Nos vies valent mieux que leurs armes* ! » –, jamais rien de sérieux n'a été entrepris pour réduire ou mieux réglementer l'accès à ces fusils d'assaut, tant nombre d'élus, surtout républicains mais aussi démocrates, sont liés au puissant lobby qui défend la vente libre des armes à feu, la National Rifle Association (NRA), au sein d'un système démocratique profondément miné par les puissances d'argent.

INSTALLATION DE BORNES AUTOMATIQUES POUR COMMANDER DES MUNITIONS

Signe de la banalisation orchestrée du processus d'accès des particuliers aux armes, une nouvelle législation a été adoptée depuis le début de cette année 2024 par trois États – l'Alabama, l'Oklahoma et le Texas – qui autorise l'installation de machines de distribution

automatique de munitions… dans des épiceries. Sur le modèle des écrans sur lesquels on peut passer une commande de nourriture au fast-food local, on tape la hauteur de l'approvisionnement souhaité en balles. La machine vérifie et scanne le permis de conduire et, à l'aide de la reconnaissance faciale, l'identité de l'acheteur qui, seule condition, doit être âgé d'au moins 21 ans. En moins de deux minutes, l'acquéreur a pu réaliser son emplette et remplir son chargeur, signale la publicité destinée à la promotion du nouveau super-engin, baptisé Automated Ammo Retail (machine de distribution automatique de munitions).

Ironie du sort : Donald Trump, dernière victime de cette ahurissante liberté d'accès aux armes, est aussi celui qui met tout son poids dans la défense et l'expansion du marché libre des armes à feu. S'appuyant sur le deuxième amendement de la Constitution qui autorise tout citoyen à posséder une arme, sans se soucier des circonstances dans lesquelles fut écrite la Loi fondamentale, il y a près de deux cent cinquante ans, Donald Trump s'est fait l'un des plus virulents soutiens de la NRA. Et le puissant lobby de vente d'armes à feu le lui rend bien : il est l'un de ses principaux financiers d'une campagne électorale présidentielle toujours plus coûteuse.

On estime que plus de 300 millions d'armes à feu sont en circulation dans le pays.

Déjà, en 2016, le lobby des armes avait mis au pot de l'élection du candidat républicain quelque 56 millions de dollars (52 millions d'euros). Ces gens de la NRA « *sont des personnes formidables et des grands patriotes américains* » ! avait alors lancé Donald Trump en recevant, début 2017, à la Maison-Blanche, parmi ses premiers invités de marque, le patron de l'époque du puissant lobby, un certain Wayne LaPierre. L'homme fort de la NRA pendant des décennies a mis au point un dispositif très précis de notation des élus. Le personnage a été rattrapé par la justice, au début de cette année 2024, et contraint à la démission pour avoir mené grand train en voyages aéronautiques privés ou à bord de yachts somptueux, en confondant son compte en banque et celui de son association. Mais qu'importe le retrait du patron, le système LaPierre, lui, continue de prospérer.

BRUNO ODENT

De Varsovie à Buenos Aires, l'extrême droite instrumentalise l'attentat en Pennsylvanie

En Pologne, en Espagne et en Argentine, les dirigeants nationalistes entendent profiter de la tentative d'assassinat de Donald Trump pour pousser leur agenda et imputer à la gauche la responsabilité de la violence politique.

L'occasion était trop belle. Les extrêmes droites européennes et latino-américaines se sont immédiatement emparées de la tentative d'assassinat de Donald Trump, samedi, aux États-Unis. Écartés du gouvernement en octobre 2023, les nationaux-conservateurs polonais de Droit et Justice (PiS) ont ainsi accusé la coalition emmenée par Donald Tusk d'avoir favorisé le climat politique actuel. « *Nous ne nous laisserons pas intimider… L'autre camp n'a pas de freins. Le bien et la vérité l'emporteront* », assure le porte-parole du PiS, Rafał Bochenek. Encore plus à droite de l'échiquier, le député Konrad Berkowicz (Confédération) suggère presque que l'actuel premier ministre aurait tenu la main du jeune tireur : « *Laissez-moi vous rappeler que c'est Donald Tusk, le chef du gouvernement polonais, qui a attaqué Donald Trump à plusieurs reprises !* » L'accusation pourrait prêter à sourire si les démocraties ne traversaient pas un dangereux moment de bascule, dont l'extrême droite entend tirer profit.


O. MARQUES/GETTY IMAGES/AFP
Donald Tusk, premier ministre polonais, est accusé par les conservateurs du PiS de favoriser un climat de violence.

Dans plusieurs pays, les nationalistes ont sauté sur l'événement pour avancer leur agenda et conserver la maîtrise du récit. Pour eux, le camp progressiste – dans lequel ils incluent une partie de la droite, comme l'illustre l'exemple de Donald Tusk – serait à l'origine de la violence actuelle en favorisant des changements de société qu'ils considèrent comme contre-nature. Mieux, à l'instar d'un Viktor Orban, ces dirigeants profitent du soutien continental à l'Ukraine en guerre pour se présenter comme les seuls défenseurs de la paix et de la démocratie. La tentative d'assassinat de Donald Trump est ainsi présentée comme un « *moment choquant, non seulement pour l'Amérique, mais aussi pour l'ensemble du monde libre et démocratique* ».

POLARISATION DU DÉBAT

Même registre du côté des néo-franquistes espagnols de Vox dont le leader, Santiago Abascal, a sous-entendu que l'heure était à « *arrêter la gauche mondialiste qui sème la haine, la ruine et la guerre* ». Il poursuit : « *Ce qui est terrible, c'est qu'en Espagne, c'est la pire version de cette gauche qui gouverne et, en ce moment même, ils vont regretter intimement que l'assassin (de Trump) ait échoué.* » Peu importe que l'extrême droite contribue ainsi à polariser un peu plus le débat politique en l'hystérisant. Peu importe également que la gauche au pouvoir se soit immédiatement positionnée pour expliquer que « *la violence est incompatible avec tout, en particulier avec la démocratie* », comme l'a fait la deuxième vice-présidente du gouvernement et ministre du Travail Yolanda Diaz.

Le même chemin a été emprunté par le président argentin Javier Milei, qui se dit peu surpris par « *le désespoir de la gauche internationale, qui voit aujourd'hui son idéologie néfaste échoir et qui est prête à déstabiliser les démocraties et à promouvoir la violence pour se visser au pouvoir. Paniquée à l'idée de perdre les élections*, ajoute-t-il, *elle a recours au terrorisme pour imposer son programme rétrograde et autoritaire* ». En faisant mine d'oublier que, partout en Amérique latine, la violence ou les coups de force institutionnels demeurent la solution privilégiée par ses amis pour renverser les gouvernements élus, faute de l'emporter par les urnes.

LINA SANKARI

DROIT DE SUITE Pérou : le retour de Fujimori ?

Bientôt 86 ans, une peine de vingt-cinq années de prison – non purgée – pour des violations graves et massives des droits de l'homme commises pendant son mandat, trois autres condamnations pour corruption qui pèsent sur ses épaules… Pas de quoi empêcher l'ex-président-dictateur Alberto Fujimori (1990-2000) de s'imaginer de nouveau à la tête du Pérou !
C'est sa fille, Keiko Fujimori, candidate malheureuse au poste à trois occasions, qui l'a annoncé ce dimanche alors qu'elle se retrouve elle-même actuellement sur le banc des accusés. Soupçonnée d'avoir blanchi des millions de dollars pour financer ses campagnes présidentielles de 2011 et 2016, la numéro un du parti Force populaire (droite) encourt jusqu'à trente années de prison. En pariant sur un retour de son père au pouvoir, elle viserait ainsi à assurer ses arrières en comptant notamment sur le silence complice de l'actuel gouvernement dirigé par la très controversée Dina Boluarte, elle aussi accusée pour des massacres commis durant ses premiers mois de gestion (lire notre entretien du 2 juillet avec la représentante de la Fédération internationale pour les droits humains, Jimena Reyes).
En 2023, la présidente avait déjà approuvé la décision du tribunal constitutionnel de libérer Fujimori père, alors que la Cour interaméricaine des droits de l'homme et l'ONU s'opposaient fermement à la remise en liberté du premier président latino-américain de l'histoire à avoir été condamné pour « crime contre l'humanité ». Échanges de faveur ? Tout porte à le croire dans un pays miné par une crise démocratique qui voit les institutions – Parlement, justice, autorités électorales – quasiment séquestrées dans le cadre d'un virage autocratique orchestré par les partis ultraconservateurs unis par une seule vocation : la corruption.

LUIS REYGADA

Carnet



Christian Digne est décédé à l'âge de 69 ans. Tous ceux qui l'ont connu et côtoyé ne pouvaient rester insensibles à son ouverture d'esprit, sa hauteur de vue, sa gentillesse, son amour du partage.
Le journaliste talentueux et exigeant a marqué de son empreinte *la Marseillaise*. Il y entre au milieu des années 1980, au service des informations générales, dirige ensuite le service politique, puis la rédaction en chef de 1994 à 2015. Il s'emploiera, notamment avec Guy Hermier, son ami, mentor et directeur du journal, à développer le champ éditorial, ouvrant les espaces du quotidien historique aux forces progressistes. Lui qui avait commencé à militer dans le syndicalisme lycéen a rejoint assez vite le PCF. À la Fédération des Bouches-du-Rhône, il s'occupait de l'éducation. Rétif au dogmatisme et au sectarisme, il avait tissé des liens, dans le réseau citoyen marseillais.
Son décès à la suite d'un cancer fulgurant a suscité de nombreuses réactions. *« Homme de culture, curieux à souhait, avide de découvertes, bienveillant, généreux en toute circonstance, il avait le goût des autres »*, écrit *la Marseillaise*, où l'on apprend qu'il était aussi amateur de rugby et amoureux de l'Italie. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 23 985 par Martial Dubois

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2						■				
3							■			
4			■						■	
5							■			
6			■							
7		■								
8					■		■			■
9				■						
10						■				

HORIZONTALEMENT
1. Elle mène le jeu. **2.** Regard morne et sans intelligence. Rameau mal élagué. **3.** Composé organique. Shoot. **4.** Négation. Panégyrique. **5.** Auteur d'un traité de droit constitutionnel. Style de musique. **6.** Métal recherché par le pailleteur. Milieu axène. **7.** D'une beauté à couper le souffle. **8.** Je royal. Pronom indéfini. **9.** Région orientale. Humidité du soir. **10.** Reconduit dans sa fonction. Château de la vallée de la Loire.

VERTICALEMENT
I. Laisser tomber. **II.** Il est de toutes les fêtes. Glucide. **III.** Petit if. Débrouillard. **IV.** Personnes dont on fait trop souvent peu de cas. **V.** Prédominance de l'érotisme. Bien appris. **VI.** Jeu réglé par le hasard. **VII.** Île de France. Participe gai. Il mouille son petit lit. **VIII.** Ils ont la peau jaune. **IX.** En rester comme deux ronds de flan. Posés sur le sol lunaire. **X.** Massacrée sauvagement. Un nouveau qui sait déjà se faire entendre.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Animatrice. **2.** Bovin. Écot. **3.** Acétal. Tir. **4.** Ne. Éloge. **5.** Duguit. Rap. **6.** Or. Stérile. **7.** Féerique. **8.** Nous. Un. **9.** Est. Serein. **10.** Réélu. Ussé. **VERTICALEMENT. I.** Abandonner. **II.** Noceur. Ose. **III.** Ive. Futé. **IV.** Miteuses. **V.** Analité. Su. **VI.** Loterie. **VII.** Ré. Ri. Ru. **VIII.** Ictériques. **IX.** Coi. Alunis. **X.** Étripée. Né.

l'Humanité
Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance.
Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ;
Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ;
Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ;
Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 12 juillet 2024 43 837 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



JAIN Emportée par *The Fool*

La figure montante de la pop française, connue pour son tube *Makeba*, fera vibrer le public de la Fête de l'Humanité.



Rendue célèbre grâce aux tubes *Makeba* et *Come*, l'interprète et compositrice française Jeanne Galice, alias Jain, remonte sur scène après une interruption soudaine de sa tournée il y a quatre ans. « *Rincée* », elle avait préféré se retirer dans l'ombre pour un temps indéfini. Dans un élan inespéré, la chanteuse marquait son grand retour à l'automne dernier avec un troisième album électro-psychédélique, *The Fool*, né d'une collaboration avec Yodelice. Le musicien folk-rock l'avait remarquée à l'âge de 16 ans sur MySpace où elle avait publié ses premières maquettes, sans se douter qu'elle lancerait six ans plus tard un album sacré disque d'or : *Zanaka*.
Du tout petit studio où elle avait enregistré ses premiers sons à l'enchaînement de plus de 300 concerts aux quatre coins du monde, Jain s'est imposée comme une figure montante de la pop-rock et du reggae en seulement quatre années de carrière. La jeune artiste s'imprègne des musiques du monde, découvertes au cours de ses voyages à l'étranger, où guitare et batterie deviennent ses instruments fétiches. Son succès, Jain le doit à cet univers riche et métissé qu'elle nourrit au gré de ses prises de conscience, tant sur le plan humain que sur l'artistique.
Hors scène, la chanteuse n'avait pas manqué de signer, avec 8 000 autres artistes, la tribune en soutien à des femmes accusant l'acteur Gérard Depardieu de violences sexistes et sexuelles. Pas question pour elle de faire profil bas, ni dans sa vie personnelle, ni dans sa vie artistique : après sa tournée des Zéniths, Jain se tient prête plus que jamais à faire vibrer ses admirateurs façon seventies à la Fête.

CARLOTTA PENQUER-YALAMOW

MC SOLAAR
L'homme qui tombe à pic

MUSIQUE Le rappeur n'a pas perdu le tempo. En mars, il sortait *Lueurs célestes*, premier volet d'un triptyque teinté de notes cubaines, de french touch et de funk, dont la suite paraît à la rentrée.

Déjà trois décennies que le MC a permis au rap de se faire une place dans le paysage musical francophone. Premier rappeur mainstream en France, Claude M'Barali est un pionnier qui a su plaire à l'intelligentsia comme à un public plus large. Loin de céder sa place, le rappeur sénégalais et tchadien, élevé au sud de Paris, a sorti en mars 2024 la première partie d'un triptyque. Après son album *Géopoétique* (2017) et sept années loin du micro, *Lueurs célestes*, dont la suite paraît cette rentrée, est la preuve qu'il n'a pas perdu le tempo. Notes cubaines, french touch, variété funk, ce 9e album est à l'image de son auteur : guidé par un « flow old school », mais toujours novateur. On y retrouve le style bien marqué du célèbre *Caroline* dans le morceau funky *Ils dansent*. Mais aussi des titres surprenants comme *Pierre-feuille*, où MC Solaar débite uniquement des rimes en « O », sur deux minutes d'instrumentale très énergique : « *Fuck le yacht, pédalo / Petit verre, menthe à l'eau / Prend le temps de dire hello* ». Sur *Carpe Diem*, on entend le MC chanter, toujours avec sa diction singulière. De quoi réjouir les amateurs de rap « conscient » et poétique, mais aussi les fans de rap américain plus dansant, durant les plus de 60 dates de sa tournée en cours.

Au commencement des années 1990, Claude MC réussit la prouesse de s'imposer en tant qu'artiste hip-hop en France. Celui qui recevra une médaille de vermeil de l'Académie française des années plus tard pour la finesse de ses allitérations, invite les samples dans la production rap en France.



THOMAS BRAUT

NOUVEAU WESTERN, CLASSIQUE INTEMPOREL

Avec Jimmy Jay et BoomBass, le MC fait résonner la chanson *The Message* du groupe Cymande, datée de 1973, dans son premier single classé au Top 50 mondial : *Bouge de là (1991)*. Un peu plus tard, alors que sa popularité s'étend au-delà des frontières hexagonales, Claude et son équipier Hubert Blanc-Francard samplent Gainsbourg dans *Nouveau Western*. Titre phare de son album *Prose de combat (1994)*, Claude MC y dénonce le capitalisme américain : « *Les States sont une sorte de multinationale / Elle exporte le western et son modèle féodal / Dicte le bien, le mal, Lucky Luke et les Dalton sont camouflés en Paul Smith et Weston* ». En fond, l'illustre *Bonnie and Clyde* : MC Solaar en ressort avec un double disque de Platine, et le sample s'ancre dans la musique rap, même hors des États-Unis. Pour sa venue à la Fête, ses classiques intemporels se mêleront à ses créations plus récentes mais pas moins exigeantes.

LUCIE PELÉ

l'Humanité
MARDI 16 JUILLET 2024.



Une pierre sur le chemin [Una Piedra en el Camino], de Cristina De Middel, série « Voyage au centre », 2021.
CRISTINA DE MIDDEL

Arles ausculte les pulsations du monde

PHOTOGRAPHIE

Cette 55e édition, très engagée, est un grand cru tant pour la qualité des travaux présentés que pour l'esprit de résistance qui anime nombre d'auteurs.

Arles (Bouches-du-Rhône), envoyée spéciale.

C'est une grande 55e édition des Rencontres internationales de la photographie qu'accueille la ville d'Arles cette année. Cette impression positive, très partagée par les Arlésiens, visiteurs et critiques, vient de ce que la plupart des expositions bénéficient d'une scénographie recherchée, en adéquation avec les lieux du patrimoine où elles sont présentées, que l'on y découvre des écritures différentes, que les femmes y occupent une part importante, que les sujets abordés sont en connexion avec les actuelles pulsations du monde. Le directeur des Rencontres, Christoph Wiesner, dit avoir souhaité « *voir sous la surface des apparences* ». Or, lorsqu'on a le désir de montrer ce qui est invisibilisé, caché, nié, on entre en résistance contre le pouvoir responsable de ces occultations. C'est ce signal-là, très politique, qu'envoie la programmation cette année.

C'est le cas, à l'église des Frères-Prêcheurs, de « Voyage au centre », l'exposition reine de Cristina De Middel, à la tête de l'agence Magnum et qui s'inspire ici de Jules Verne (livre publié chez Textuel). L'Espagnole choisit de montrer, entre images documentaires fourmillant d'informations et fortes mises en scène des dangers

rencontrés, la traversée migratoire du Mexique comme une épopée et ses acteurs comme des héros. C'est puissant, incarné, allégorique, déchirant et cela nous entraîne très loin dans les mythologies mexicaines.

À l'église des Trinitaires, on se régale des vidéos du groupe de Cali, composé à l'origine de l'écrivain Andrés Caicedo et des cinéastes Luis Ospina et Carlos Mayolo, actifs dans les années 1970 et 1980 en Colombie. On découvre, sur les cimaises, l'étendue de leur contre-culture hilarante, alimentée par des références au vampirisme, si agissante qu'elle inspire encore de jeunes artistes colombiens.

Le graffiti est une autre façon de résister. À l'église Sainte-Anne, où un drapeau rouge nous accueille, le talent de ce langage des contestations, des marges, pratiqué par une quarantaine d'artistes internationaux, s'affiche sur la surface sensible du négatif photo, entre document, souvenir et archive intime…

La grande photographe Mary Ellen Mark (1940-2015) a dû traîner dans ces mêmes lieux, elle qui suivit, en noir et blanc, les miséreux américains. Dans sa rétrospective à l'espace Van Gogh (livre Photopoche), on la suit trente ans auprès de Tiny, connue alors qu'elle fuguait à 14 ans, ou auprès de la famille Damm de Los Angeles, forcée de vivre dans sa voiture.

FOCUS SUR LE JAPON

À l'espace Monoprix, une autre Américaine, Debi Cornwall, braque son objectif sur les systèmes qui, en son pays, justifient ou dissimulent la violence inhérente à une culture militarisée. Dans quelle mesure la mise en scène et le jeu de rôle façonnent la citoyenneté, alors que la notion même de vérité a perdu son sens ? se demande-t-elle (livre Textuel).

À la maison des Peintres, la Libanaise Randa Mirza dénonce, dans son essai visuel si créatif *Beirutopia*, la politique de reconstruction de sa ville après guerre, l'effacement de son identité urbaine qui participent à l'effondrement actuel du pays.

Une autre forme d'engagement se retrouve à l'espace Croisière où exposent Stéphane Duroy (livre Photopoche) et Stephen Dock (livre Delpire & cie). Le premier, qui a bâti une œuvre sur l'impact de la guerre en Grande-Bretagne, à Berlin, en Europe de l'Est et aux États-Unis, déconstruit son travail photographique à l'aide de collages, coupures de presse, peintures. Le second revisite ses archives sur la guerre en Syrie en agrandissant les pixels jusqu'à atteindre des images abstraites.

Le festival, qui se donne pour mission de désinvisibiliser le talent des femmes, montre au palais de l'Archevêché « Quelle joie de vous voir ! », production inédite de 25 photographes japonaises de 1950 à nos jours. Un contrepoint nécessaire à une histoire de la photographie qui les ignorait (livre Textuel). Lorsque la formidable Japonaise Ishiuchi Miyako, 77 ans, est désignée lauréate du prix Women in Motion, le festival décide de montrer sa série sur les effets personnels de sa mère qui, après le décès de celle-ci, lui apparaissent *« comme une partie de sa peau »*.

Du coup, un focus se construit, dans la programmation, autour de la photo nippone. D'autant que Philippe Séclier propose « Répliques 11-03-11 », douze photographes japonais se demandant comment s'emparer du cauchemar de Fukushima. La diversité de leurs écritures, parfaitement scénographiées, montre la désolation des lieux, le déplacement des populations, la discrimination sociale (livre EXB). C'est alors que Christoph Wiesner sort de ses cartons l'incroyable archive d'Uraguchi Kusukazu, qui a filmé les pratiques séculaires des « ama », ces femmes apnéistes qui plongent pour récolter algues et ormeaux. ▰

MAGALI JAUFFRET

Jusqu'au 25 août et, pour certaines expositions, jusqu'au 29 septembre. Rens. : rencontres-arles.com. Catalogue, éditions Actes Sud.

William Kentridge et les utopies

L'artiste sud-africain, considéré comme l'un des plus créatifs de sa génération, présente une puissante exposition sur le départ vers la Martinique d'artistes et d'intellectuels fuyant la France de Vichy, au parc des Ateliers d'Arles. Il vient de terminer *The Great Yes, the Great No*, un nouvel opéra présenté en première mondiale.

Une nuit récente, au Théâtre antique d'Arles, l'artiste sud-africain William Kentridge nous présente un fragment de son opéra de chambre *The Great Yes, the Great No*, dont il achève la production, alors qu'il est en résidence à la Fondation Luma Arles, où cette création mondiale est donnée, en partenariat avec le festival d'Aix-en-Provence, du 7 au 10 juillet (lire nos éditions des 5 et 10 juillet).

À Maja Hoffmann, il confie que son sujet, la traversée historique entre Marseille et la Martinique d'artistes et d'intellectuels fuyant la France de Vichy, *« était un point de départ intéressant car il souligne la question très actuelle des migrants et des réfugiés »*. Il explique aussi avoir placé, à bord du navire, Suzanne Césaire car *« elle avait été plus ou moins rayée de l'histoire, alors qu'elle fut l'une des fondatrices du mouvement de la négritude, avec Léopold Sédar Senghor, à Paris, dans les années 1920 »*.

À la Mécanique générale, son exposition « Je n'attends plus » rassemble les éléments préparatoires de ce nouvel opéra et une puissante plongée, à l'aide d'installations filmiques immersives, dans ses œuvres majeures. Dès l'entrée, sont installés, outre de grands dessins et une maquette, des représentations d'une flore martiniquaise luxuriante. Puis, accrochés à une cimaise, les masques de Staline, Trotski, Lénine, Pétain, Gandhi, Diego Rivera, Frida Kahlo, Édouard Glissant ainsi que, sous vitrine, *Tristes Tropiques*, de Claude Lévi-Strauss, des photos de Germaine Krull, tous deux passagers du navire.

IL S'INSPIRE DU SURRÉALISME ET DU DADAÏSME

Plus loin, des rythmes africains infusent une parade macabre sans fin qui se déploie sur une installation vidéo de trois écrans. On se retrouve dans une allégorie artistique, politique et spirituelle sur les expéditions forcées, de l'esclavage aux migrations, très en résonance avec l'actualité.

Pour sonder le trauma des peuples face aux guerres, au colonialisme, au stalinisme, cet artiste, qui a grandi dans le pays de l'apartheid, fils de l'avocat de Mandela, puise aux sources de l'expressionnisme allemand, du constructivisme russe. Il s'inspire des avant-gardes du surréalisme, du dadaïsme pour créer marionnettes et masques qui confèrent à son œuvre une dimension onirique, entre poésie, mélancolie, burlesque et autodérision. *« Le surréalisme,* dit William Kentridge, *se présente de différentes manières sans nécessiter une compréhension rationaliste claire. Ainsi, nous pouvons inviter des personnages morts (…). Nous pouvons faire en sorte que le rêve soit intégré dans la création. »*

On se croirait tantôt dans le poème *le Nuage en pantalon*, de Maïakovski avec, à la baguette, le grand Chostakovitch, tantôt dans la peau d'un réfugié, d'un porteur, d'un enrôlé de force, tous chair à canon dans ses puissantes fresques qui alimentent un travail de mémoire, parlent de la condition humaine et du rôle de l'artiste dans la société.

La force de William Kentridge, c'est qu'il arrive, par la puissance de sa création jetant des passerelles entre tous les arts, à transformer des faits historiques en objets de nos débats contemporains. Son œuvre, ancrée dans la politique, la science, la littérature et l'histoire, questionne les idéologies politiques, les possibilités d'utopie dans un monde où tant d'entre elles ont échoué, et maintient un espace de critique sans décourager l'avenir… ▰ **M. J.**

« Je n'attends plus », jusqu'au 12 janvier 2025, la Mécanique générale, Luma, Arles. Rens. : luma.org.



Le plasticien embarque le spectateur au cœur d'une flore luxuriante. VICTOR&SIMON - JOANA LUZ

Pour la première fois, les JOP sont paritaires.
Portraits de sportives qui ont marqué l'histoire de leur empreinte.

Hassiba Boulmerka, lueur verte dans la décennie noire

Menacée de mort par les islamistes au début des années 1990, l'athlète de demi-fond apporte à l'Algérie la première médaille d'or de son histoire. Toute sa vie, elle s'est battue pour le droit élémentaire des femmes à être libres de courir.

Un short et un maillot verts, comme une lueur d'espoir au milieu du malheur et de la violence. Un petit bout de femme qui court sous les lumières du stade olympique de Barcelone. Lorsqu'elle prend le départ de la finale du 1500 mètres des JO, ce 8 août 1992, Hassiba Boulmerka est déjà championne du monde de la distance depuis l'année précédente, à Tokyo. La première Algérienne et Africaine à remporter un titre mondial. Lors de ces jeux Olympiques dans la capitale catalane, le rendez-vous est historique : rééditer une telle première pour l'événement le plus regardé de la planète. Représenter avec fierté la nation algérienne, déjà en proie à une guerre intérieure meurtrière.



JEAN-LOUP GAUTREAU / AFP

Pan ! Le coup de pistolet retentit. Pas d'arme à feu, simplement le signal du départ ; 1,62 m, 55 kg, Hassiba Boulmerka s'élance, dossard n° 5, chaussettes relevées, chevelure de jais ondulée, boucles d'oreilles dorées et drapeau algérien en évidence sur le maillot. Elle se place au cœur du peloton qui part à vive allure. Elle sait pouvoir compter sur son finish, elle possède la meilleure pointe de vitesse. À mi-course, elle remonte ses concurrentes, attend son heure. Elle gère le tempo.

«Je suis libre, fière de représenter un peuple, une culture.»

Lorsque la cloche annonçant le dernier tour retentit, devant elle, ne reste plus que l'Ukrainienne Tetyana Dorovskikh, qui court sous ce curieux maillot vert sombre, celui de l'équipe unifiée des pays de l'ex-Union soviétique tombée quelques mois plus tôt. À l'entrée du dernier virage, l'accélération de Hassiba Boulmerka est foudroyante. Deux, cinq, dix mètres d'avance sur la ligne d'arrivée. Trois minutes cinquante-cinq secondes trente centièmes : record d'Afrique, quatrième meilleure performance de tous les temps, et premier titre olympique pour son pays. Ses premiers mots sont pour ses compatriotes tombés pour l'indépendance : *« Vive l'Algérie et vive les martyrs algériens ! »*

Pourtant, lorsqu'elle remporte ce titre historique, l'athlète est aussi la cible des intégristes. L'année précédente, le Front islamique du salut (FIS) a gagné les législatives, le processus électoral a été suspendu et le pays entier est livré au fanatisme d'une insurrection islamiste sanguinaire. Pour les obscurantistes, il est impensable de voir une femme courir. Alors en short et sans hidjab… Hassiba Boulmerka est menacée de mort. L'imam de la mosquée Ben Badis de Kouba, là où a été fondé le FIS, la vilipende pour *« avoir couru à moitié nue devant le monde entier »*.

Hassiba Boulmerka n'en a cure. Son propre père était réticent à la voir courir en short, adolescente, mais il s'était laissé convaincre par sa fille et son entraîneur. Issue d'une famille modeste et traditionnelle de Constantine où elle est née le 10 juillet 1968, elle répond tranquillement, se dit *« croyante et pratiquante »*, mais maintient : *« Aussi vrai qu'il est impossible de se rendre à la mosquée en short, il est impossible de courir en hidjab. »* Et puis, il s'agit surtout de refuser l'emprise sur le corps des femmes, au stade ou ailleurs.

Tout au long de sa carrière, entre 1986 et 1997, Hassiba Boulmerka a lutté contre les réactionnaires, elle s'est engagée dans un combat pourtant évident : oui, une femme peut courir et concourir. Même au cœur de la décennie noire. Elle dédie d'ailleurs sa victoire à Mohamed Boudiaf, le président algérien, assassiné quelques semaines plus tôt, un acte qui donna le signal du soulèvement des intégristes.

L'année suivante, elle est interviewée dans *l'Humanité*. Toujours menacée de mort – elle vivra sous escorte dans son pays jusqu'en 2007 –, elle répond à une question sur la « crise politique » : *« Je suis une femme arabe, musulmane. Je ne m'en suis jamais cachée. Cela ne m'a pas empêchée de devenir athlète de haut niveau, championne du monde, championne olympique. Et je vis encore. Par rapport à l'islam, c'est un problème qui ne regarde que moi et Dieu. Je suis libre, fière de représenter un peuple, une culture. »*

Cet engagement pour la cause féministe, elle le gardera chevillé au corps toute sa vie. Jusque pour ces Jeux de Paris, où elle était invitée voici quelques semaines par le comité d'organisation. *« La présence des femmes aux JO, ça a toujours été une bataille, jusqu'à aujourd'hui encore. »* En 2011, elle avait pris part, au côté de l'ex-ministre communiste Marie-George Buffet au combat de l'association Afghans Afghanes, pour que toutes les nations aient une délégation mixte. Trente-deux ans après sa victoire, l'aura de Hassiba Boulmerka reste intacte. ■

BENJAMIN KÖNIG

Demain **Narita Mayumi**
Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**